

Réponse à une fiche de lecture

Anton Brender et Florence Pisani

CPR

Réponse à Hélène Baudchon

Fiche de lecture parue dans la *Revue de l'OFCE* n° 71/octobre 1999
« *Où va l'économie américaine? : un compte rendu de deux ouvrages récents* »

dont : « *Le nouvel âge de l'économie américaine* »

Anton Brender et Florence Pisani, *Editions Economica*

Miraculeusement sorti indemne du mitraillage puis de l'incendie de son camion, le héros paisible mais énergique des *Tontons flingueurs*¹ lâche, après un coup de poing au commanditaire présumé de l'opération, un irrésistible : « Un rien m'irrite ». On le comprend ! L'irritation suscitée chez Hélène Baudchon par notre étude se comprend moins. Visiblement agacée par un titre à ses yeux « accrocheur » et « trompeur », elle nous assène, au terme d'une critique incertaine, un définitif et péremptoire « ça n'est pas la bonne grille de lecture ». Comment ne pas être assommé par un tel verdict ? Comment aussi ne pas s'excuser d'avoir écrit le livre que notre critique ne souhaitait pas lire ? Au lieu des « ponts aux ânes » de la macroéconomie, Hélène Baudchon aurait souhaité nous voir emprunter les voies d'une analyse « profonde et innovante » des transformations du système productif américain. Nous ne l'avons pas fait et le reconnaissons humblement : n'est pas Schumpeter qui veut ! Notre propos était effectivement plus modeste, notre introduction le dit d'emblée : « La présente étude ne nie pas l'ampleur des innovations techniques et managériales intervenues outre-Atlantique. Elle s'interroge seulement sur la réalité de la rupture macroéconomique qu'elles auraient, jusqu'à présent au moins, engendrée ». Notre critique considère cette question sans intérêt. Elle confond en effet *new age* et troisième révolution industrielle.

Rassurons donc, Hélène Baudchon : nous n'ignorons pas la révolution informatique en cours aux États-Unis et constater ses effets n'est pas pour nous une « concession ». Il faudrait d'ailleurs être sérieusement distrait pour n'avoir pas remarqué, à l'heure du téléphone portable et de la carte à puce, les changements que cette révolution induit. Les tenants du *new age* ont toutefois une vision beaucoup moins simpliste

1. Georges Lautner, Paris 1963.

que celle de notre critique. Pour eux, d'abord, ces changements techniques que chacun d'entre nous peut constater ne sont pas seuls à rendre l'économie « nouvelle » : la dérégulation et la libéralisation commerciale et financière, pour être moins immédiatement visibles, sont ici tout aussi essentielles. Ensuite, et surtout, ceux qui croient à l'avènement d'un « nouvel âge » ne constatent pas seulement une série de modifications microéconomiques : ils soutiennent que ces transformations modifient les « lois » traditionnelles de la macroéconomie. Une économie *new age* est une économie où la croissance de l'efficacité avec laquelle nous utilisons les ressources productives se trouve durablement accélérée, l'inflation définitivement maîtrisée et le cycle à jamais aboli. D'où une croissance plus rapide et plus régulière des profits et donc une envolée des cours boursiers. On comprend alors pourquoi ces dernières années ont vu se développer aux États-Unis l'idée d'un « nouvel âge » : ces « symptômes » macroéconomiques sont précisément observés là-bas depuis le milieu des années 1990.

N'en déplaise à notre critique, le débat sur le « nouvel âge » ne peut donc se situer sur un autre terrain que celui de la macroéconomie. Faut-il, effectivement, pour comprendre ces évolutions étonnantes recourir, avec les apôtres du *new age*, à un « nouveau paradigme » qui aurait modifié en profondeur les données de la macroéconomie américaine ? Ou bien peut-on en rendre compte dans un cadre plus traditionnel quitte, d'ailleurs, à faire appel à des innovations autres que celles mises en avant par les tenants du *new age* (la manière dont la Réserve fédérale mène sa politique monétaire par exemple)² ? Notre ambition était seulement de répondre le plus clairement possible à cette question. Nous pensons l'avoir fait. Au vu des données disponibles, il nous semble qu'à fin 1998 la thèse des tenants du *new age* était loin d'être avérée. Nous n'avons toujours pas compris la position de notre critique dans ce débat. Qu'il nous soit permis, pour l'aider à dissiper ce flou, de revenir sur quelques détails qui paraissent lui avoir échappé.

Prenons les choses dans l'ordre et commençons par ses remarques sur notre étude de l'inflation, et en particulier de celle observée pendant les années 1997-1998. Hélène Baudchon trouve notre démonstration « perturbante ». Seule cette perturbation peut justifier qu'elle en arrive à dire : « Ce n'est qu'en l'ajustant des réformes du BLS que leur estimation [de l'inflation] suit presque parfaitement l'évolution observée des prix, ce qui limiterait la modération de l'inflation à des facteurs techniques ». Ceci est faux. Notre estimation montre, avec d'autres

2. Comme le souligne Christina D. Romer, « la nouvelle économie n'est pas la conséquence inéluctable des changements structurels, de la globalisation ou de la révolution de l'information; au contraire, elle est apparue parce que nous avons eu une main plus sûre (*steady hand*) sur les leviers de l'économie [...] remplacez cette main par une moins sûre et la vieille économie pourrait réapparaître rapidement ». In Christina D. Romer : « Changes in Business Cycles : Evidence and Explanations », *NBER Working Paper* n° W6948, février 1999, p. 33.

d'ailleurs, que l'on peut, à l'effet des réformes du BLS près, rendre compte des évolutions de l'inflation américaine à partir du milieu des années 1990, avec une relation estimée sur la période antérieure. Elle ne dit nullement que cette évolution s'explique par les seules réformes du BLS. D'ailleurs, le tableau de la page 42, comme le graphique qui figure au-dessous, montre que ces réformes n'expliquent qu'une partie de la baisse observée sur la période. Et quand bien même elles en expliqueraient une part plus importante, on aurait encore raison d'en tenir compte³. Quant à notre démarche, elle est on ne peut plus transparente. Nous en expliquons la logique : « Dans la mesure où elle fait intervenir la dérive des seuls coûts salariaux et non celle des coûts salariaux unitaires, cette estimation repose implicitement sur l'hypothèse d'une stabilité du rythme tendanciel des gains de productivité. Les évolutions de prix observées après 1995 ne semblent donc pas impliquer que ce rythme se soit significativement élevé ». Pourquoi procéder ainsi et non pas en testant d'abord la stabilité de la productivité ? Tout simplement parce que nous cherchons ici à montrer que, malgré sa faiblesse, l'inflation observée jusqu'à fin 1998 n'implique aucune « rupture » radicale, et notamment pas de la tendance de la productivité⁴. A ce stade nous ne tirons aucune conclusion sur cette dernière : un autre chapitre — le cinquième — lui est entièrement réservé.

Les critiques adressées à ce chapitre sont, pour dire le moins, déroutantes. A propos, d'abord, de notre explication de la relative modération passée des gains de productivité — liée à la croissance longtemps faible du stock de capital par tête — Hélène Baudchon écrit : « Cette analyse omet de préciser qu'au cours des cinq dernières années la croissance du stock de capital s'est accélérée, soutenue par la forte progression du taux d'investissement ». Comment peut-elle, là encore, avoir une lecture aussi erronée — ou aussi partielle — de notre étude ? Nous distinguons soigneusement, dans le texte même, la période qui va jusqu'en 1995 — pendant laquelle la productivité du travail croît peu — de celle, toute récente, où cette croissance s'accélère. « Ce constat rend la croissance modérée des gains de productivité, observée jusqu'au milieu des années 1990, beaucoup moins mystérieuse : elle s'explique largement par la croissance très faible du capital par tête », écrivons-nous page 106. Un peu plus loin nous poursuivons : « Dans la deuxième moitié des années

3. Nous remercions ici Hélène Baudchon pour avoir souligné l'erreur de frappe en page 46 de notre livre : l'élasticité de l'inflation au coût total du travail est bien positive (+0,98) comme celle de l'inflation au taux d'utilisation des capacités (+0,14).

4. Notre démarche est similaire à celle de Roger E. Brinner : « Is Inflation Dead? », *New England Economic Review* Federal Reserve Bank of Boston, janvier/février 1999. De plus, l'hypothèse de stabilité du rythme tendanciel des gains de productivité rejoint la remarque de Cara S. Lown et Robert W. Rich : « le taux de croissance des coûts salariaux unitaires depuis 1991 a été principalement influencé par la faible croissance des salaires plutôt que par un taux de croissance plus élevé de la productivité ». In « Is there an Inflation Puzzle ? » *Federal Reserve Board of New York Economic Policy Review* décembre 1997, p.58.

1990, les gains de productivité ont accéléré, passant de 1 % sur 1989-1995 à 2,3 % sur 1996-1998. Notre analyse permet d'identifier les déterminants de cette évolution... à fin 1998, aucune hausse significative du *trend* de progrès technique ne pouvait être décelée. Si les gains de productivité n'en ont pas moins été plus rapides que ne l'impliquait la seule conjoncture, *c'est à un effort exceptionnel d'investissement qu'on le doit* ».

Hélène Baudchon défend ensuite l'idée que nos conclusions sur la productivité s'opposent à celles de deux études américaines (celles du CEA et du CBO), ce qui lui permet d'émettre une idée forte : « La différence d'opinion sur l'existence d'une rupture des gains de productivité révèle la subjectivité des analyses et donc le parti pris des différents auteurs ». Est-ce si sûr ? Les deux études américaines qu'elle oppose à la nôtre — en mêlant allégrement des concepts différents — rejoignent en fait, l'une et l'autre, nos conclusions : fin 1998, il était impossible de dire qu'une rupture significative de la productivité globale des facteurs (le *trend* de « progrès technique ») était intervenue. Les deux études américaines sont toutefois destinées à alimenter des projections à long terme. Elles doivent donc effectivement prendre parti. Elles le font avec une grande sagesse et très peu de subjectivité. Le *Council of Economic Advisers* (CEA) raisonne sur une productivité tendancielle du travail. Loin d'arriver à une conclusion inverse de la nôtre, son *Economic Report of the President*, s'il évoque — comme nous d'ailleurs⁵ — la possibilité d'une accélération récente, ne la juge pas suffisamment avérée pour la retenir dans sa projection ! Quant au *Congressional Budget Office* (CBO), il ne décèle, lui non plus, aucune rupture sur les années 1990. Il estime en effet que le taux de croissance de la productivité globale des facteurs a été de 0,7 % en moyenne sur la période 1990-1998, un taux proche de celui constaté sur les années 1969-1990 (0,8 %) ⁶. Mais ici, la critique glisse malencontreusement et en vient à opposer notre analyse *rétrospective* (qualifiée de « pessimiste ») aux hypothèses *prospectives* (jugées « optimistes ») du CBO. En oubliant que, si ce dernier révisé en hausse son hypothèse de croissance de la productivité du travail pour les prochaines années, c'est, pour l'essentiel, une progression de l'*intensité capitalistique* qui l'explique, pas une accélération de la *productivité globale des facteurs*. Il n'y a rien là qui s'oppose à nos conclusions. Comment expliquer qu'un lecteur aussi averti n'ait pas su distinguer, dans sa critique, l'accroissement de productivité du travail attendu par le CBO en liaison avec une augmentation de l'intensité capitalistique, de celui dû à une rupture du *trend* de progrès technique ? Par un manque d'attention, certainement. Le même défaut peut seul expliquer que notre critique n'ait pas non plus noté que, si le CBO fait effectivement, *pour*

5. Page 109 de notre livre, nous écrivions : « l'écart observé sur fin de période (entre le niveau de productivité simulé et celui réalisé) demeure bien trop faible et trop récent pour que l'on puisse conclure à une modification — celle-ci serait, en tout état de cause, modeste — du *trend* de progrès technique ».

6. In « The Economic and Budget Outlook : an Update », CBO, 1^{er} juillet 1999, p. 13.

ses projections, l'hypothèse d'une très légère hausse (de 0,05 % !) de la productivité globale des facteurs... c'est « faute d'arguments allant dans le sens contraire de ceux qui laissent espérer une hausse de cette variable » ! On est loin, on le voit, des partis pris et des oppositions tranchées auxquels il est fait allusion.

Ce ne sont là, bien sûr, que des erreurs de détail. Il est dommage seulement qu'elles portent sur les seules critiques précises faites à notre étude. Ce regret exprimé, nous n'en attendons pas moins, avec un intérêt impatient, les vues profondes et innovantes permises par la « bonne » grille de lecture !

